



Communiqué du Conseil provincial du 28.11.2017

BUDGET PROVINCIAL EN BONI : DES MOYENS NOUVEAUX POUR LES COMMUNES

Le budget 2018 de la Province de Hainaut a été voté ce 28 novembre favorablement par la majorité PS-MR, le CdH s'est abstenu, Ecolo s'est opposé.

Avec un boni de 6,1 millions à l'exercice propre, 30 millions de solde positif global et une reconstitution des réserves se montant à 50 millions, ce budget offre une situation très positive.

«D'excellents résultats obtenus malgré une fiscalité globalement en baisse et un fonds des provinces raboté de 5% par le gouvernement wallon, sans aucune concertation », a commenté le Président du Collège provincial Serge Hustache.

Beau bulletin de la Cour des Comptes

Une appréciation confirmée par le rapport de la Cour des Comptes. *« Au moment précis où elle estime que le gouvernement wallon est trop optimiste pour un montant de 141 millions dans ses prévisions budgétaires, nous observons avec satisfaction que la Cour n'a, concernant le budget provincial, pas identifié de surévaluation de recettes et de sous-évaluation de dépenses susceptibles de mettre en péril les équilibres budgétaires. Elle relève le caractère prudent de certaines prévisions »*.

Le CdH par la voix de David Lavaux qualifie d'ailleurs le budget de *« réaliste, permettant à la Province de ne pas être mise en situation de faiblesse. »*

« Cette stabilité » qu'épingle aussi le chef de groupe MR Armand Boite, *« donne à l'Institution provinciale la possibilité de faire face à des recettes en baisse. »*

Un budget résolument prudent : les villes et provinces n'ont pas toujours leur destin financier en main.

« Les feux de l'actualité sont braqués sur l'épineux dossier des pensions des pouvoirs locaux », relève Serge Hustache, *« mais la Province de Hainaut peut avancer un taux de 70 % d'agents statutarisés »*. Un niveau inédit parmi les

pouvoirs locaux wallons ! L'Institution provinciale a assumé ses responsabilités sociales en assurant la nomination des fonctionnaires suffisamment tôt dans leur carrière.

La Province garde le cap et ses priorités : l'éducation et l'action sociale. « *Sans tenir compte des subventions, nous consacrons 70 millions à l'enseignement et 49 millions à notre secteur social. Qui dit mieux ?* »

Programme d'investissement quasi réalisé, supracommunalité dopée

En diminuant ses dépenses de fonctionnement pour encore mieux financer des projets, le Hainaut a engagé près de 20 millions dans des investissements utiles aux territoires : Cité des métiers à Charleroi, E-campus à Tournai, Pôle culturel du Gazomètre à La Louvière ou Ecole du cheval à Mons. « *76% de notre programme d'investissement durant cette mandature est ainsi réalisé* », se félicite le Président du Collège.

Un objectif atteint, un de plus ! Le soutien aux projets impliquant plusieurs communes, avec 336.000€ supplémentaires, s'accroît : la Province apporte plus de 19 millions aux communes et aux territoires !

Le CdH salue, d'ailleurs, « *la mise en œuvre de la supracommunalité même s'il faut privilégier davantage les liens directs avec les communes plutôt qu'avec les intercommunales.* »

Il regrette que « *la diminution du fonds des provinces ait, pour les communes, des conséquences sur le financement des zones de secours.* »

« *Avec cette diminution du fonds des provinces, c'est la première fois qu'un gouvernement désinvestit dans la sécurité civile* », insiste d'ailleurs la cheffe de groupe PS, Dorothee

De Rodder. De son côté, Armand Boite, chef de groupe MR, appelle à « *la concertation avec la Wallonie.* »

La gouvernance en questions

Différents chefs de groupe ont insisté sur la volonté du Hainaut d'être proactif, de poursuivre les réformes engagées en matière de gouvernance notamment, voire, comme l'a suggéré le CdH, de « *créer une commission mixte d'élus provinciaux et de députés wallons afin qu'ils puissent mesurer ce qu'est la Province et l'ampleur des changements amorcés* ». Dans ce même esprit, Serge Hustache a annoncé une initiative dès mars 2018 réunissant les opérateurs locaux pour évaluer tous les partenariats possibles avec la Province.

Dans son intervention, la cheffe de groupe socialiste a encore témoigné de son soutien à l'administration provinciale qui apportera toutes les informations demandées par l'ONSS dans le cadre des contrôles en cours.

Quant au groupe Ecolo, il a voté contre ce budget 2018 : le chef de groupe Jean-Pierre Urbain ne voit pas d'orientation nouvelle dans les intentions affichées par la

majorité, ni de recentrage des missions ni un intérêt accentué pour le développement durable. A ses yeux, le chantier de l'amélioration de la gouvernance n'est en outre pas suffisamment avancé.